

Direction de la Commande Publique  
Bâtiment MUSE  
80, allée Ampère  
38400 Saint Martin D'Hères  
Courriel : [marches.crous38@crous-grenoble.fr](mailto:marches.crous38@crous-grenoble.fr)

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures

---

**FOURNITURE DE BOISSONS POUR LES RESTAURANTS DU CROUS  
GRENOBLE ALPES**











**2026-03**

Appel d'offres ouvert

---

**Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture de boissons pour les restaurants du Crous Grenoble Alpes</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>Crous Grenoble Alpes Bâtiment MUSE 80 allée Ampère 38400 - Saint-Martin-d'Hères</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée d'exécution de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>En cas de variation des prix, celle-ci est définie pour chaque lot au sein du présent document.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>

# SOMMAIRE

<b>PARTIE 1. PRÉAMBULE.....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR .....	5
ARTICLE 2. OBJET ET DÉCOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 3. DURÉE.....	5
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE .....	5
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	6
ARTICLE 6. ASSURANCES .....	6
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	6
7.1. SOUS-TRAITANCE .....	6
7.2. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	6
<b>PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>7</b>
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	7
8.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX .....	7
8.2. CONTENU DU PRIX.....	7
8.3. VARIATION DES PRIX .....	7
ARTICLE 9. AVANCE .....	7
ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE .....	8
ARTICLE 11. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	8
11.1. DÉLAI DE PAIEMENT .....	8
11.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES .....	8
11.3. FACTURATION .....	9
<b>PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>10</b>
ARTICLE 12. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	10
ARTICLE 13. EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	10
ARTICLE 14. DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	13
ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	13
ARTICLE 16. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	13
<b>PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 17. RÉCEPTION.....	14
ARTICLE 18. DÉLAI DE GARANTIE.....	14
<b>PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES.....</b>	<b>15</b>
ARTICLE 19. CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ .....	15
<b>PARTIE 7. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 20. PÉNALITÉS.....	16
ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES .....	16
ARTICLE 22. CAS DE RÉSILIATION.....	17
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS.....	17
<b>PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>18</b>
<b>PARTIE 9. CLAUSES TECHNIQUES .....</b>	<b>19</b>
ARTICLE 24. RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	19
ARTICLE 25. DISPOSITIONS CONCERNANT LES DENRÉES DEMANDÉES .....	19
25.1. SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES .....	19
25.2. ADDITIFS .....	19
25.3. CRITÈRES MICROBIOLOGIQUES, CONTAMINANTS ET CORPS ÉTRANGERS .....	19
25.4. FICHES TECHNIQUES .....	19
25.5. ENGAGEMENT SUR LES MARQUES ET PRODUITS .....	20
25.6. DURABILITÉ DES PRODUITS.....	20
25.7. ÉTIQUETAGE .....	20
25.8. EMBALLAGES.....	20
25.9. MAÎTRISE DES RISQUES SANITAIRES.....	21

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

## **PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES**

---

### **ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

La livraison des fournitures se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Boris TARGE

Adresse : Crous Grenoble Alpes, Bâtiment MUSE, 80 allée Ampère, 38400 Saint-Martin-d'Hères

### **ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE**

**Objet des fournitures** : Fourniture de boissons pour les restaurants du Crous Grenoble Alpes.

**Lieux de livraison** : indiqués dans le document « calendrier des livraisons ».

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

**Lot 1 "Fourniture de boissons conventionnelles" pour les 4 départements :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 225.000,00 € HT.

**Lot 2 "Fourniture de boissons bio" pour le département de l'Isère :**

Le montant de commande du lot et de chaque reconduction est limité à 25.000,00 € HT.

### **ARTICLE 3. DUREE**

**Pour l'ensemble des lots**

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Date de début du marché fixée au 1er avril 2026

Délai de livraison :

Après émission d'un bon de commande, le titulaire du marché est strictement tenu au respect des délais de livraison auxquels il s'est engagé dans son mémoire technique, et ce pendant toute la durée du marché.

Au-delà, le CROUS peut refuser la marchandise et le titulaire encourt des pénalités de retard.

Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions.

La durée de chaque reconduction est de :

- Reconduction 1 : 12 mois.
- Reconduction 2 : 12 mois.
- Reconduction 3 : 12 mois. (fin au 31 mars 2030)

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 4. ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'Acte d'Engagement (AE)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire conservé par l'acheteur fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Les fiches techniques des produits
- Le Cadre de Mémoire Technique
- Le Calendrier des livraisons
- Les décisions modificatives le cas échéant

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

### **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné dans le marché comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres membres du groupement.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

## **PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT**

---

### **ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

#### **8.1. Modalités de fixation des prix**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

#### **8.2. Contenu du prix**

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

#### **8.3. Variation des prix**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Révision des prix annuelle.

En cas de reconductions, les prix pourront être révisés à la date anniversaire du marché, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) [ 0,20 + 0,80 \times IPPI(n)/IPPI(o) ]$$

dans laquelle :

P(n) est le prix révisé ;

P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé "Mois zéro" (Mo) ;

IPPI est l'indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 11.0 – Boissons Identifiant 010764093 (<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764093>) ;

IPPI(n) est la valeur de l'index de référence à la date de la demande de révision de prix ;

IPPI(o) : est la valeur de l'index de référence au mois de remise des offres "Mois zéro" (Mo).

Il appartient au titulaire d'adresser à la Direction de la Commande Publique, 4 semaines avant la date anniversaire et par lettre recommandée, son bordereau de prix révisé.

Les différentes valeurs des indices devront impérativement mentionnées dans la demande de révision.

En cas de non réception de la demande de révision de prix dans les délais impartis, les prix unitaires en cours seront tacitement reconduits pour les 12 mois suivants.

Aucune demande de révision de prix ne sera acceptée passés les délais.

### **ARTICLE 9. AVANCE**

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois à hauteur de 5% du montant du bon de commande si sa durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance accordée est à hauteur de 5% d'un montant égal à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci (mentionné en mois).

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal de l'avance est porté à :

- 30% pour les marchés publics passés par l'Etat ;
- 10% pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat, autres que les établissements publics de santé, dont les charges de fonctionnement constatées dans le compte financier au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros ;
- 10% pour les marchés publics passés par les collectivités territoriales, leurs établissements publics et leurs groupements, dont les dépenses réelles de fonctionnement constatées dans le compte de gestion du budget principal au titre de l'avant-dernier exercice clos sont supérieures à 60 millions d'euros.

## **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## **ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT**

### **11.1. Délai de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

Pascaline NICOLAS  
Agent comptable du CROUS Grenoble Alpes  
Crous Grenoble Alpes  
Bâtiment MUSE  
80 allée Ampère  
38400 Saint-Martin-d'Hères  
Tél. : 04 76 87 96 44  
Email : [pascaline.nicolas@crous-grenoble.fr](mailto:pascaline.nicolas@crous-grenoble.fr)

### **11.2. Modalités de règlement des comptes**

Remise de la demande de paiement :

Les paiements interviennent à l'issue de l'exécution des prestations stipulées dans le bon de commande. Le paiement sera réalisé par mandat administratif au crédit du ou des compte(s) cité(s) dans l'acte d'engagement. En cas de changement de compte bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire s'engage à en informer l'acheteur en recommandé avec accusé de réception.



### Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé au mandataire et ses cotraitants en cas de groupement.

#### **11.3. Facturation**

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

Nom : Crous Grenoble Alpes

SIRET : 18380156200723

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence du marché ;
- ❖ Le lot concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Les produits objets d'un même bon de commande sont livrés en une seule fois, sauf indication contraire sur le bon de commande.

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du Crous, totalement ou partiellement, sans frais pour le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 72 heures maximum à compter de la réception du bon de commande.

Si un bon de commande est émis le dernier jour d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

### **ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Lieux de livraison :

Le titulaire du marché est réputé connaître les sites et avoir pris connaissance des conditions géographiques de livraison afin de pouvoir adapter sa logistique (la liste des établissements figure en annexe 3 de l'acte d'engagement « calendrier des livraisons).

Les fournitures seront livrées aux restaurants et cafétérias universitaires indiqués sur le bon de commande. Le non-respect de l'adresse de livraison entre les différentes implantations des établissements entraînera un refus de réception des fournitures. Celles-ci seront retournées au frais du titulaire.

#### Délai de livraison :

Après émission d'un bon de commande, le titulaire du marché est strictement tenu au respect des délais de livraison auxquels il s'est engagé dans son mémoire technique, et ce pendant toute la durée du marché.

Au-delà, le CROUS peut refuser la marchandise et le titulaire encourt des pénalités de retard.

#### Jours, horaires et fréquence des livraison :

Les livraisons sont effectuées du lundi au vendredi entre 7h00 et 10h30.

Aucune livraison ne doit avoir lieu en dehors des heures d'ouverture.

Au-delà des horaires fixés, la marchandise peut être refusée et le titulaire encourt des pénalités.

A titre ponctuel, si le responsable de site ou son représentant demande une livraison à un horaire différent, la fourniture devra être livrée à l'heure indiquée par la commande correspondante.

Pour le lot 1, les sites seront livrés une fois par semaine minimum.

Pour le lot 2, les livraisons seront ponctuelles.

Les jours de livraisons par sites devront être renseignés dans le calendrier des livraisons.

#### Stockage, emballage, transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG fournitures courantes et services.

Le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire jusqu'au lieu de livraison finale.

Le transporteur doit se présenter directement au réceptionnaire avant de commencer le déchargement.

**Aucune livraison ne peut être effectuée sans la présence du responsable de la réception.**

Le transporteur est tenu de respecter le temps nécessaire aux opérations de contrôle qui porteront sur :

- Le contrôle des engins de transport : propreté de l'engin, état des chargements (absence de produits écrasés ou d'objets indésirables)
- Le contrôle des produits : quantité, qualité, état des conditionnements.

Le déchargement est à la charge du titulaire. La manutention relative à la fourniture des produits est réalisée jusque dans les magasins, cuisines, ou autres lieux de stockage désignés par le responsable de site ou son représentant.

#### Conditionnement des palettes :

Pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels du Crous de Bordeaux-Aquitaine, les produits sont conditionnés avec un poids n'excédant pas vingt (20) kg.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- Si elle est propre et non humide ;
- Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- Si tous les matériaux d'emballage sont fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, ni aucune odeur ou saveur indésirable ;
- Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

#### Franco de port :

Le montant minimum de commande pour une livraison franco de port est renseigné dans le bordereau des prix unitaires du titulaire.

**Ce montant ne pourra dépasser 250€ pour le lot 1 et 100€ pour le lot 2.**

Les commandes en dessous du franco de port indiqué par le titulaire seront honorées et des frais de port seront facturés conformément au montant indiqué dans le bordereau des prix unitaires.

Le franco de port s'apprécie à la livraison. Si pour un même jour de livraison des commandes en lot BPU et/ou catalogue n'atteignent pas individuellement le montant du franco, mais que ce seuil est atteint une fois les commandes cumulées, les frais de port ne seront pas facturés.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

#### Bons de livraison :

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison ou d'un état, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

La livraison des fournitures est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature du bon de livraison ou de l'état, dont chaque partie conserve un exemplaire. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur l'un de ces documents.

Les réserves éventuelles par rapport aux marchandises livrées sont portées sur le bordereau de livraison.

A l'issue de l'opération de livraison, le représentant du service destinataire date et signe le bordereau de livraison, attestant ainsi la livraison.

#### **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2110-10 du code de la commande publique en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental détaillées dans le bordereau des prix unitaires.

Le titulaire s'engage à identifier et limiter les émissions de gaz à effet de serre induites par l'exécution des prestations. Il doit proposer des solutions par des actions et des outils concrets : établir un diagnostic, identifier les principales causes, élaborer un plan d'actions et fournir un bilan annuel au CROUS Grenoble Alpes (déchets, émissions, certifications).

##### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.

#### **ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

##### Clause de réexamen :

Les modifications du contrat seront passées dans le respect des dispositions des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique.

#### **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17. RECEPTION**

#### Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 2 jours calendaires après la livraison des fournitures, il peut être selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG fournitures courantes et services, ...

#### Décisions après vérifications :

##### **VERIFICATION QUANTITATIVE**

Elle consiste à contrôler la conformité entre la quantité livrée, la quantité portée sur le bon de commande et la quantité portée sur le bulletin de livraison.

Si la quantité livrée excède la quantité commandée, l'excédent ne fait pas l'objet d'une facturation et est à la charge du titulaire

Si la commande est incomplète, seules les quantités réellement livrées font l'objet d'une facturation et le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

Le présent article déroge à l'art 29.1 CCAG/FCS : si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, le Crous Grenoble Alpes ne met pas en demeure le titulaire de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison.

En cas de non-conformité entre la fourniture livrée et le bulletin de livraison, celui-ci sera rectifié et envoyé au titulaire par mail.

##### **VERIFICATION QUALITATIVE**

Elle consiste à contrôler l'état des emballages et conditionnements ainsi que la conformité des produits livrés avec les spécifications du marché.

En cas de non-conformité, le responsable de la réception peut refuser la fourniture et le titulaire s'expose à l'application de pénalités.

A l'issue des opérations de vérifications qualitatives, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet est prise.

#### Admission :

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

### **ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE**

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, aucun délai de garantie n'est applicable à ce lot.

## **PARTIE 6. CLAUSES DIVERSES**

---

### **ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE**

#### **Protection des données à caractère personnel :**

Par dérogation à l'article 5.2 du CCAG fournitures courantes et services, Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

#### **Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :**

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

#### **Protection de l'environnement, sécurité et santé :**

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### **Réparation des dommages :**

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

## PARTIE 7. DEFALLANCE DANS L'EXECUTION

### ARTICLE 20. PENALITES

MANQUEMENT	FONDEMENT CONTRACTUEL	PENALITES
Mauvaise exécution de la prestation (hors cas spécifiquement définis ci-après)	Articles 13, 24 et 25 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des lieux livraison	Annexe 3 de l'acte d'engagement Article 13 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des horaires de livraison	Article 13 du CCP	50€ par manquement
Dépôt sauvage en l'absence du responsable de la réception	Article 13 du CCP	100€ par manquement
Non-respect des quantités commandées (livraison incomplète)	Article 17 du CCP	20% du montant total de la commande concernée
Non-conformité qualitative de la fourniture livrée	Articles 18, 24 et 25 du CCP Bordereau des Prix Unitaires Fiches techniques	100€ par manquement
Livraison de produits sans étiquetage ou présentant un étiquetage non conforme	Articles 18, 24 et 25 du CCP Bordereau des Prix Unitaires Fiches techniques	100€ par manquement
En cas de rupture définitive d'un produit référencé au marché, remplacement par un autre produit sans accord préalable du Crous	Article 25.7 du CCP	300€ par manquement

Les pénalités sont cumulables et applicables au titulaire sur simple constat, sans mise en demeure préalable.

Elles sont dues quel que soit leur montant et seront imputées, sous forme d'avoir, sur les paiements à venir dus au titulaire.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire (article 21) ou de résilier le marché sans verser d'indemnités au titulaire (article 22).

### ARTICLE 21. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.



## **ARTICLE 22. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

## **ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Grenoble  
Tél. : 04 76 42 90 00  
Fax : 04 76 42 22 69  
Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

Tribunal Administratif de Grenoble  
Tél. : 04 76 42 90 00  
Fax : 04 76 42 22 69  
Email : greffe.ta-grenoble@juradm.fr

### Règlement à l'amiable :

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Au sens du présent article, l'apparition du différend résulte :

- soit d'une prise de position écrite, explicite et non équivoque émanant de l'acheteur et faisant apparaître le désaccord ;
- soit du silence gardé par l'acheteur à la suite d'une mise en demeure adressée par le titulaire l'invitant à prendre position sur le désaccord dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze jours.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 5.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 13 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

### **ARTICLE 24. REGLEMENTATION EN VIGUEUR**

Les boissons proposées devront être conformes à la réglementation européenne et française applicable aux denrées alimentaires, notamment les règlements (CE) n°178/2008, 852/2004, 133/2008 et aux textes spécifiques à chaque catégorie de boissons.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une quelconque ignorance de la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

### **ARTICLE 25. DISPOSITIONS CONCERNANT LES DENREES DEMANDEES**

Le titulaire est tenu de fournir des produits conformes aux dispositions des articles 24 et 25 du CCP, aux spécifications techniques définies dans les BPU, et aux fiches techniques fournies dans son offre.

#### **25.1. Spécifications techniques**

Les spécifications techniques des produits demandés sont indiquées dans le bordereau des prix unitaires.

#### **25.2. Additifs**

La présence d'additifs doit être conforme au règlement (CE) n°1333/2008.

Ils devront être mentionnés dans la liste des ingrédients conformément à la réglementation en vigueur.

#### **25.3. Critères microbiologiques, contaminants et corps étrangers**

Les produits alimentaires du marché seront conformes aux critères microbiologiques du règlement (CE) n°2073/2005, à défaut des critères d'hygiène des procédés supplémentaires de la FCD.

La présence de contaminants et toxines sera conforme aux réglementations nationales et européennes, le cas échéant à la norme générale pour les produits de consommation humaine (Codex Stan 193-1995).

Les produits livrés seront exempts de corps étrangers, c'est-à-dire toute particule de matière, présente dans un produit alimentaire dont la nature et la texture n'est pas prévue ou attendue par le client ou consommateur.

Le titulaire est informé que l'acheteur se réserve le droit de recourir à des laboratoires afin d'effectuer des analyses bactériologiques, microbiologiques et physicochimiques sur les produits faisant l'objet du marché.

#### **25.4. Fiches techniques**

Les fiches techniques devront à minima indiquer :

- la dénomination commerciale exacte,
- la marque et la référence fournisseur,
- le pays de fabrication,
- la composition : liste complète des ingrédients, mention des allergènes, indication des additifs, taux de fruits...,
- la valeur nutritionnelle (règlement INCO),
- le conditionnement : type de contenant, contenance et colisage, poids/volume,
- la Date de Durabilité Minimale (DDM),
- les conditions de conservation avant et après ouverture,
- la certification environnementale le cas échéant (BIO/ AOP / IGP),
- le numéro de lot

Il est précisé que les fiches techniques doivent être transmises au Crous à chaque modification.

## **25.5. Engagement sur les marques et produits**

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques et références renseignées dans son offre.

Toutefois, en cas de rupture d'un produit référencé au BPU les dispositions suivantes s'appliquent :

✓ Dans la configuration d'une rupture définitive :

Le titulaire ne pouvant en aucun cas imposer unilatéralement un produit de substitution, le changement de marque et de référence sera soumis à l'approbation du Crous après envoi de fiches techniques et d'échantillons.

✓ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire s'engage à fournir un modèle de substitution de qualité égale ou supérieure au produit dont la rupture est constatée.

Pour chacun de ces deux cas, le prix unitaire du produit de substitution ne pourra en aucun cas être supérieur au prix du produit initialement défini dans le BPU.

A défaut d'accord avec le titulaire, le Crous peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 21 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

## **25.6. Durabilité des produits**

La durabilité restante à la livraison, pour les produits concernés, est au minimum égale au 2/3 de la DDM totale prévue par le fabricant.

## **25.7. Etiquetage**

Les boissons proposées devront comporter un étiquetage conforme au règlement (UE) n°1169/2011 et à la réglementation française en vigueur, incluant les mentions environnementales obligatoires.

Les systèmes à code-barres de type EAN 128 ou EAN 13 seront favorisés.

## **25.8. Emballages et conditionnements**

Les emballages des boissons proposées devront être conformes à la directive 94/62/CE, au règlement (CE) n°1935/2004, à la loi AGECE et aux dispositions du Code de l'environnement relatives à la REP.

Ils devront être recyclables et comporter les informations de tri réglementaires.

Les produits certifiés bio doivent obligatoirement disposer du logo bio européen sur les emballages.

Les conditionnements des articles prévus au marché seront conformes au règlement (CE) n°1935/2004 (ou « règlement cadre ») du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 qui définit les exigences générales qui s'appliquent aux matériaux et aux objets destinés à entrer en contact directement ou indirectement avec les denrées, produits et boissons alimentaires.

Les conditionnements seront conformes au règlement (CE) n° 2023/2006 relatif aux règles relatives aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) des groupes de matériaux et d'objets destinés à entrer en contact avec les denrées alimentaires qui figurent à l'annexe I du règlement (CE) n°1935/2004 et des combinaisons de ces matériaux et objets ou des matériaux et objets recyclés utilisés dans ces matériaux et objets. Les candidats se conformeront aux dispositions de ce règlement par la mise en place d'un système d'assurance qualité pour la fabrication, la transformation et la distribution des matériaux et objets destinés à entrer au contact des aliments. Les dispositions du règlement (CE) n° 2023/2006 spécifiquement consacrées aux bonnes pratiques de fabrication des encres d'impression et des matériaux et objets imprimés seront également appliquées.

## **25.9. Maîtrise des risques sanitaires**

Conformément au « Paquet Hygiène », les candidats auront mis en place un Plan de Maîtrise Sanitaire, intégrant :

- Les mesures à prendre pour la gestion de la traçabilité ;
- Les bonnes pratiques d'hygiène concernant aussi bien le personnel que le matériel, les méthodes de travail et les locaux ;
- Le plan HACCP (plan d'analyse des risques et des points critiques pour leur maîtrise) ;
- La gestion des non-conformités.

En cas d'alerte sanitaire, le titulaire du marché est tenu de mettre en place une procédure de blocage/ retrait / rappel.

Il devra transmettre sans délai au Crous les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

Référence du produit / N° de l'accord-cadre / Liste des points de livraison du réseau concernés / Motif de l'alerte / Devenir du produit